

detter. Quelle brillante solution! Comme ces jeunes doivent être satisfaits du gouvernement d'Ottawa! Il n'est pas surprenant de voir les jeunes se soulever contre les gouvernements fédéral et provinciaux! On ne leur donne aucune chance. Pourquoi? Parce qu'on a trop de chats à fouetter en même temps.

Dans l'Ouest, les parents sont aux prises avec un surplus de blé qu'ils ne peuvent pas vendre, dans l'Est, avec du poisson, dans le Québec, avec du bois et du lait, dans la province d'Ontario, avec du maïs, des fruits, des légumes, du bois et des mines qu'ils ne peuvent exploiter. Parents et enfants, tous sont aux prises avec le système actuel qui n'a aucun sens.

Voilà pourquoi je disais tantôt—et la preuve en est faite, car, à l'instar des étudiants, je suis allé aux sources—que certains étudiants sont obligés de défrayer leurs études, qui avec de l'orge, qui avec du blé, car ils n'ont pas l'argent. Le gouvernement dit: Maintenant, vous en aurez, on vous permettra d'emprunter! Mais emprunter de qui? Des banques et des compagnies de finance. Plutôt que d'utiliser la Banque du Canada pour aider les provinces à résoudre les problèmes de l'éducation, on permet aux étudiants de s'endetter directement auprès des banques.

Si le gouvernement a les moyens d'écrire un projet de loi, ne pourrait-il pas également écrire une obligation gouvernementale qui serait achetée par la Banque du Canada, qui la mettrait à la disposition des provinces?

• (5.30 p.m.)

Quand elles viennent à Ottawa, les provinces devraient demander au gouvernement central d'utiliser les moyens dont il dispose plutôt que de passer son temps à dire aux provinces, comme le fait le très honorable premier ministre (M. Trudeau): Nous sommes souverains, nous administrons les taxes que nous percevons, c'est tout. Si nous n'avons pas d'argent, c'est parce que nous ne percevons pas assez de taxes. Si nous voulons en avoir plus, il faudra taxer davantage, et comme nous n'entendons pas le faire, nous disons aux provinces: Prenez vos responsabilités, taxez vous-mêmes vos contribuables, ce qui va exonérer un peu le gouvernement fédéral des accusations dont il est actuellement la cible.

Mais cela résout quoi? Zéro! Tout est en train de paralyser actuellement au Canada, l'éducation comme le reste. Que dis-je, on est en train de paralyser? La chose est déjà faite!

Les cultivateurs de l'Ouest sont paralysés avec des montagnes de blé; ceux des Maritimes, avec des montagnes de poisson. Le phénomène est général à la grandeur du Canada. Et le gouvernement dit: Notre seul moyen financier, c'est de taxer. Et c'est alors que vient l'inflation.

[M. Caouette.]

On essaie d'apaiser les réactions en disant aux cultivateurs de l'Ouest: Vous comprenez, nous sommes dans l'inflation. Alors, endurez, laissez pourrir votre blé sur le champ. Aux pêcheurs de l'Est, on dit: C'est l'inflation, laissez pourrir votre poisson. A tout le monde, on chante: C'est l'inflation, laissez-vous paralyser.

Mais si une guerre éclatait demain, le gouvernement actuel trouverait des milliards de dollars pour enrôler la jeunesse étudiante dans l'armée, la nourrir, la vêtir, la loger convenablement, car on dirait alors: Il y a urgence nationale.

Mais quand il s'agit d'aider cette jeunesse à bâtir le Canada et à la préparer à prendre la relève, le gouvernement lui dit: Nous sommes dans une période d'inflation. Et les journalistes, eux, croient cela, car on peut lire à pleines pages dans les journaux: L'inflation nous empêche de faire ceci et cela. Les premiers que j'enrôlerais dans l'armée, si une guerre éclatait, ce sont tous les journalistes du Canada. Alors, ils apprendraient la différence entre l'inflation et la déflation.

Monsieur l'Orateur, il y a toujours «un bout» à se faire leurrer ainsi, et c'est sur le dos de nos propres jeunes, car on ne peut rien faire pour eux. Mais qu'une guerre éclate, immédiatement on peut tout et rien ne manque. Mais en temps de paix, ce n'est plus la même chose: Les universités, fermons-les.

Je parlais tantôt de Moscou et de Prague, où les étudiants reçoivent des cours gratuitement et qui, en plus, sont payés \$30 par mois pour étudier. Si, dans un régime communiste, où la liberté est brimée, on peut aider les étudiants, dans un régime où l'entreprise privée doit être respectée, on n'a pas une seule raison valable de ne pas les traiter de la même façon. Loin de moi l'idée de dire que les communistes ont raison ou non, mais ils ont certainement plus soin des étudiants que nous en avons eu, jusqu'à ce jour.

Tous savent jusqu'à quel point je suis un adversaire du marxisme, qui vise à rendre l'individu esclave de l'État. Je veux que l'État, au contraire, soit au service de l'individu, de l'étudiant, de la mère de famille, de l'enfant et du vieillard. C'est précisément cette philosophie de la vie qui anime le Ralliement créditiste dans notre province, dans notre pays. Nous ne travaillons pas contre les uns ou contre les autres, mais nous voulons un État, un gouvernement, un Parlement qui tienne compte des besoins de l'individu.

Lorsque nous légiférerons en fonction des besoins de l'individu, eu égard aux possibilités physiques, à ce moment-là, monsieur l'Orateur, nous pourrions dire que, dans notre pays, il existe un régime de liberté personnelle qui garantira la sécurité à toute la population et même à l'étudiant qui a droit à un